

15/10/2018

# RAPPORT DE FORCE AUTOUR DE LA REOUVERTURE D'UNE MINE DE TUNGSTENE EN FRANCE

Etude du cas de la mine de Salau, en Ariège



Lors d'une manifestation devant l'ancienne mine de Salau, en septembre 2017. — REMY GABALDA / AFP

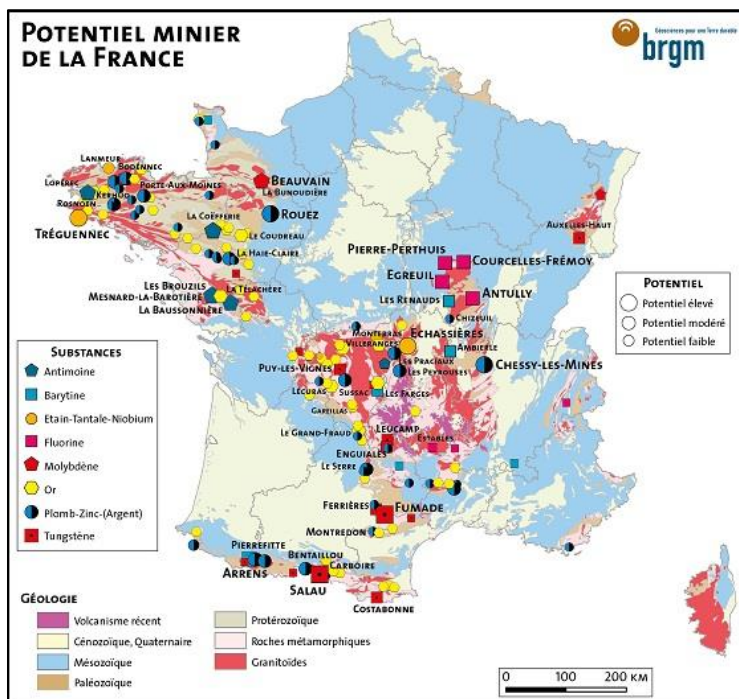
Mayeul Jarriand  
ECOLE DE GUERRE ECONOMIQUE

## Table des matières

1. Contexte .....	2
2. Les acteurs : entre Etat, entreprises et société civile.....	4
3. Nature du rapport de force .....	5
4. Déroulement de l'affrontement et stratégies mises en œuvre .....	6
5. Une situation bloquée .....	8
6. Bibliographie.....	9

## 1. Contexte

Depuis les années 2010, les gouvernements français réfléchissent sérieusement à la relance de l'industrie minière sur le sol français. La société Variscan Mines, dirigée par Michel Bonnemaison, a reçu dès octobre 2013 le feu vert d'Arnaud Montebourg, à l'époque ministre du redressement productif, pour lancer des études et des explorations dans différents bassins



miniers, notamment dans la Sarthe et la Mayenne : une première depuis plus de 30 ans.<sup>i</sup> La crise économique de 2008 a en effet conduit de nouveau l'Etat à repenser son indépendance économique. La France concentre sur son sol de nombreux gisements encore inexploités ou abandonnés à la fin du siècle dernier en raison du dumping effectué par les puissances émergentes dont la Chine. Les exploiter à nouveau semble de plus en plus à l'ordre du jour.

Sur le territoire français métropolitain, les trois substances

présentant le plus fort potentiel de développement minier grâce à l'existence de gisements déjà connus sont l'or, l'antimoine et le tungstène. D'après le portail officiel des ressources minérales non énergétiques, *Mineralinfo*, la France fut le troisième producteur de tungstène au monde jusqu'en 1986, avec la présence d'une dizaine de réserves connues à ce jour, principalement dans les massifs montagneux. Sa production s'élevait en moyenne à 24 000 tonnes par an sur un siècle. Les ressources restantes sont estimées à environ 81 000 tonnes.<sup>ii</sup>

En 2012, une étude a été réalisée par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), établissement public de référence dans le domaine, à la demande du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le cadre de la convention relative aux ressources minérales. Elle s'est fixée comme mission la mise au point et la validation d'une méthodologie pour la réévaluation du potentiel minéral français. L'objectif de ce premier rapport a été d'identifier les gisements miniers dont la réouverture puisse être utile pour l'activité économique et l'emploi en France, tout en respectant les contraintes environnementales et réglementaires des cibles identifiées. Ce rapport mentionne notamment la présence et l'importance du tungstène sur le sol et pour l'économie française. « *Vital pour les industries mécaniques, ce métal d'alliage est traditionnellement utilisé en raison de sa dureté élevée et de sa résistance à la chaleur. Plusieurs sociétés françaises sont impliquées dans la transformation à partir de produits importés ou de recyclage : Eurotungstène et Erasteel (filiales d'Eramet), Saint-Gobain, PlanseeTungstenAlloys*

(anciennement Cime Bocuze), etc. Une récente étude de marché (Audion et Labbé, 2012) conclut à une forte criticité sur les approvisionnements et à une importance économique « très forte » du tungstène pour l'industrie française. »<sup>iii</sup>

Un second rapport spécialement rédigé sur l'exploitation du tungstène en France a été publié en juillet 2012 par le même bureau (BRGM), en collaboration avec CEIS (Compagnie Européenne d'Intelligence Economique).<sup>iv</sup> Intitulé « *Panorma 2011 du marché du tungstène* », ce rapport public rappelle que les réserves mondiales identifiées à cette date sont estimées à 3,1 Mt et 6,3 Mt pour les réserves base (ressources démontrées qui ne sont pas encore exploitables économiquement). Elles correspondraient respectivement à 43 et 87 années de production minière au rythme de 2011. Plus de 60% de ces réserves sont situées en Chine (quasi 2 Mt<sup>v</sup>), ce qui fait de ce pays un exportateur privilégié notamment vers l'industrie française.<sup>vi</sup> En 2018, on évalue la production chinoise de tungstène à 80% de la production mondiale.<sup>vii</sup> D'autres rapports ont été publiés les années suivantes (2013, 2016...) en ce sens, ce qui démontre un réel questionnement gouvernemental quant à la réouverture d'exploitations bien souvent fermées depuis plusieurs décennies, ainsi qu'un intérêt



Figure 1 Google Map

particulier pour le minerai du tungstène.<sup>viii</sup>

Dans les Pyrénées ariégeoises, à quelques kilomètres de la frontière espagnole, c'est précisément le projet de réouverture de la mine de tungstène de Salau, un hameau du village de Couflens, qui déchaîne les passions. La mine de Salau a été et demeure toujours la seule mine française d'exploitation de tungstène. D'un côté on retrouve les partisans d'une reprise,

comptant sur les bienfaits de l'exploitation de ce minerai stratégique et de l'autre, les défenseurs de l'environnement, qui à l'inverse, en redoutent les méfaits. Point de passage vers le Port du même nom, le hameau de Salau a connu autrefois une activité économique intense. D'abord grâce à l'exploitation forestière de la forêt de Bonabé au début du siècle qui permit un essor économique important. Puis par un second essor en 1971 grâce à l'exploitation d'un sous-sol riche en tungstène. La Société des mines d'Anglades (SMA) avait décidé en 1968 d'exploiter le minéral. Il s'en est suivi une véritable transformation architecturale du village, avec la construction d'une cité HLM destinée à héberger les mineurs, ainsi que de grands chalets pour les cadres. Si le quotidien des mineurs a été très dur compte-tenu des conditions de travail particulièrement pénibles dans les souterrains, l'activité d'exploitation du minerai a néanmoins induit le repeuplement du village et la transformation de l'infrastructure (routes élargies, ouverture d'une école maternelle, etc.). Les travailleurs étaient venus du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine, de Normandie, mais aussi du Maroc, faisant renaître démographiquement la zone.

Seulement dès le début des années 80, l'activité minière n'a pas échappé à la crise générée par le dumping des chinois qui cassèrent les prix de leurs productions. Principale détentrice de gisement de tungstène, la Chine a dès lors exercé un coup fatal à l'activité minière française d'exploitation du tungstène, provoquant notamment la décision soudaine et brutale de la SMA d'arrêter l'exploitation de la mine de Salau, le 24 décembre 1986. Plus d'une centaine d'ouvriers se sont retrouvés au chômage et durent quitter la région, entraînant la désertification du village de Couflens. Alors qu'en 1975 le village de Couflens comptait 371 habitants, il n'en reste en 2015 plus que 82.<sup>ix</sup>

## 2. Les acteurs : entre Etat, entreprises et société civile

Dans le rapport de forces que suscite depuis 2016 la polémique autour de la réouverture de la mine de Salau, on peut identifier différents acteurs qui se rangent entre partisans et opposants.

Parmi les partisans on retrouve évidemment l'Etat français ainsi que ses différentes déclinaisons (ministères, bureaux d'étude, préfecture, etc.). L'Etat français fait partie des protagonistes dans la mesure où c'est bien lui qui lança réellement l'affaire en réfléchissant depuis plusieurs années à la réouverture de la mine. Pour les raisons énoncées plus haut, le tungstène est un minerai dit « critique ». L'objectif des pouvoirs publics français est de prendre pleinement conscience de cet intérêt stratégique qu'il représente et d'en optimiser en ce sens l'exploitation sur le sol français, compte tenu des enjeux économiques, politiques et géostratégiques qui malmènent l'Occident. L'envolée du cours des terres rares et autres métaux critiques durant les années 2000 a fait prendre conscience de la dépendance et donc de la vulnérabilité de l'économie française vis-à-vis de l'approvisionnement en ces minéraux. Sans matériaux de construction, exit l'infrastructure et les moyens de transport, exit les logements, l'automobile et les smartphones, exit les éoliennes et l'armement... Ainsi l'Etat a dû s'engager explicitement dans cette affaire.

Dans les partisans au projet de réouverture, on retrouve également les entreprises impliquées, en particulier Variscan Mines SAS. L'associée unique de Variscan Mines SAS est Variscan Mines Limited, une société enregistrée et cotée à la bourse de Sydney. Son président est Jack Testard, et son directeur général Michel Bonnemaïson, deux anciens membres du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). Variscan Mines est une société dite « junior », autrement dit une PME consacrée uniquement à l'exploration des mines. Elle n'a pas les moyens techniques et financiers pour faire de l'exploitation (cas des sociétés dites « major »). Une société junior peut se développer de deux façons différentes. Dans le cas où leurs prospections sont fructueuses et qu'un gisement s'avère exploitable, elles peuvent revendre à une société « major » leur permis. Dans le cas où les gisements ne sont pas exploitables, elles peuvent toutefois réaliser du profit grâce à l'argent investi en bourse par des investisseurs qui avaient misé sur l'exploitation future de ces derniers. Mi 2018, la société orléanaise est rachetée par Appolo Minerals, une société australienne d'exploitation de Tungstène.

Enfin, on retrouve chez les partisans une grande partie des habitants du hameau de Salau et du village de Couflens. La simple idée d'être en mesure de relancer l'activité minière dans leur région et donc l'emploi est un argument suffisant pour les rallier à la cause de la réouverture de la mine.

Parallèlement, dans le clan des opposants figurent plusieurs associations écologistes ainsi que l'administration locale avec notamment le maire de Couflens, Henri Richl, et son premier adjoint, Jacques Renoud, également co-président de l'association *Stop Mine Salau*. Tous deux sont étiquetés « divers gauche ».<sup>x</sup>

### 3. Nature du rapport de force

Le rapport de force tel qu'il se présente depuis les trois dernières années est véritablement de nature multiple : à la fois idéologique, sociale, économique, juridique et politique. Idéologique, car la sauvegarde de l'environnement est invoquée comme argument (argument écologique). Sociale, car la santé de la population est également mise en exergue (présence potentielle d'amiante dans la mine). Economique, car l'entreprise Variscan Mines espère évidemment réaliser de gros bénéfices en établissant la ré exploitation la mine, et à l'inverse le commerce local craint une désertion touristique en cas de réouverture. Juridique, car de nombreuses actions en justice ont été lancées et perdurent. Enfin politique, car l'Etat voit dans l'extraction de tungstène un enjeu géostratégique d'envergure pour la préservation de son indépendance économique et industrielle.

#### 4. Déroulement de l'affrontement et stratégies mises en œuvre

Convaincu de l'intérêt stratégique du tungstène, maints rapports ont été publiés en vue de sa ré exploitation sur le sol français sur commande des différents ministères (Ecologie, Industrie, Economie et Finances). De nombreuses conférences ont été également organisées sur le thème, notamment en 2014 sur « *la France et la guerre des métaux stratégiques* ». C'est le directeur adjoint de la stratégie du BRGM, Patrice Christmann qui est intervenu lors de cette conférence devant l'Assemblée nationale, le 13 février 2014. Il a alors expliqué qu'à l'heure où il s'exprimait, « *la dépendance de l'Europe aux métaux stratégiques est bien supérieure à celle qui la lie au pétrole. Cette addiction dépasse le seul cas des "terres rares", ces minerais produits quasi-exclusivement en Chine. Ce rôle de leader dans la production de ces matières premières est utilisé aujourd'hui par l'Empire du Milieu comme une arme. Lors d'une crise en mer de Chine en novembre 2010, la Chine avait bloqué ses exportations de terres rares vers le Japon. C'est de ce type de pression économique majeure que l'Europe veut se prémunir.* »<sup>xi</sup> La rareté et la concentration de ces métaux dans des zones géographiques restreintes, couplées à la hausse continue de la demande mondiale, posent en effet à l'Occident le défi de leur approvisionnement. »<sup>xii</sup> En avril 2018, le Comité pour les métaux stratégiques, organisme français de soutien au ministre de l'Économie et des Finances, a fait classer le tungstène comme une substance critique de par le fort risque sur son approvisionnement et son importance stratégique pour l'industrie française. La problématique à laquelle se confronte les pouvoirs publics français est donc la suivante : la France doit-elle faire le choix de la résignation en matière de réouverture de ses mines, alors que son industrie, de pointe notamment, ainsi que bon nombre d'emplois d'avenir, dépendent de son approvisionnement en ces métaux ? La prospection et l'études de nouveaux gisements comme de gisements déjà existants, couplée de nouvelles techniques de recyclage, sont autant de recommandations effectuées par les organismes français et européens dans l'objectif de s'assurer une stratégie globale pour sécuriser un approvisionnement autonome en minerais stratégiques. C'est en ce sens que l'Etat a délivré gratuitement à l'entreprise Variscan Mines un permis exclusif de recherche dans la mine de Salau, avec pour mission en premier lieu d'établir un état des lieux de la situation sanitaire de celle-ci. L'objectif de prime abord est bien de montrer une préoccupation responsable pour la santé de la population et la préservation de l'environnement.

C'est précisément l'attitude que démontre Appolo Minerals dans sa démarche après son rachat de Variscan Mines. La société minière connaît bien l'Europe puisqu'à Salamanque, en Espagne, elle a réussi à faire accepter à la population le développement d'une mine d'uranium. A Salau, la stratégie est la même : rassurer la population quant à sa préoccupation pour le respect environnemental et sanitaire. Son directeur, Hugo Schumann, a en ce sens embauché en premier lieu un directeur du développement durable, John Evans. Avant d'appuyer sa démarche dans les médias : « *Nous espérons avoir progressé sur la mise en sécurité d'ici la fin 2018, mais l'évacuation des transformateurs [contenant des éléments polluants et dangereux amiantés pointés du doigt par les anti-mines] est sous la responsabilité des anciens propriétaires* ». La poursuite des recherches a confirmé la forte teneur en tungstène de la mine, et un chercheur embauché par l'entreprise a expliqué que le gisement de Salau contiendrait le minerai le plus concentré au monde.<sup>xiii</sup>

Le rapport de force est toutefois particulièrement intense à Salau. Si la plupart des projets de réaffectations des mines sur le territoire français ont échoué jusque-là, la mine de Salau constitue un véritable contre-exemple, ce qui est une première. En Bretagne par exemple, Variscan Mines avait décidé il y a un an de suspendre ses projets d'exploration minière après une fronde d'associations de défense de l'environnement et d'agriculteurs.<sup>xiv</sup> A Salau, partisans et opposants sont à peu près équitablement répartis dans la société civile et la population.

Des associations « pro-mines », telle l'association PPERMS (Pour Promouvoir une Exploitation Responsable de la Mine de Salau) militent également pour contrecarrer le poids des associations écologistes antimines. Ils alertent notamment sur l'urgence de faire intervenir la société Mines du Salat (filiale d'Appolo Minerals qui vient de remplacer Variscan Mines) pour réaliser une étude sur la présence d'amiante dans l'air de la mine, dans l'objectif de sécuriser rapidement le site. Le combat semble sans issue : chercheurs sur chercheurs, études sur études et rapports sur rapports confirment puis infirment, selon le camp, la présence réelle d'amiante. PPERMS dénonce une intoxic de la part des antimines, ces derniers accusant les premiers de mensonge. PPERMS explique en effet que la présidente de STOP MINE DE SALAU, Madame Thébaud-Mony, maquille la réalité en présentant des études sur les mineurs ayant travaillés à Salau aujourd'hui atteints de maladies diverses. La démonstration ne se base en effet que sur un échantillon d'une centaine de personnes alors que la mine a compté plus de 600 employés sur la totalité de la période d'activité, et manque en plus selon eux de rigueur. En effet, *« il n'est pas possible d'émettre des conclusions sur l'évolution de la santé de personnes dont il n'est nullement prouvé qu'elles étaient saines au départ ».*<sup>xv</sup>

Du côté des opposants, les associations sont multiples. Le principal acteur est sans aucun doute l'association STOP MINE SALAU, qui possède son propre site web du même nom<sup>xvi</sup> et demeure particulièrement active sur les réseaux sociaux. A titre d'exemple, sa page Facebook est soutenue par plusieurs centaines de « like ». L'objectif de l'association est d'organiser une riposte (juridique, idéologique, ...) pour chacune des actions conduites par les sociétés Variscan Mines et Mines du Salat. Au-delà de la présence d'amiante à Salau, l'association antimine pointe du doigt la recherche plus ou moins cachée d'or dans la mine. La présence de PCB – produit toxique et polluant – dans des anciens transformateurs électriques abandonnés (comme mentionné précédemment) devra être gérée par les anciens actionnaires de la mine, soit le BRGM et BNP Paribas, ce qui devrait ralentir le projet. Le leader de l'opposition locale, Jacques Renoud, y dénonce *« de la spéculation boursière ; dans la plaquette de présentation officielle du projet, il est davantage question d'or que de tungstène, car l'or attire bien plus les investisseurs. Les porteurs du projet promettent des gisements de l'ordre de 24 grammes par tonne, mais s'il y avait de telles réserves, pourquoi les précédents actionnaires de la mine seraient-ils partis ? On aurait eu la ruée vers l'or. »* Cette exploitation de l'or est particulièrement pointée du doigt par les écologistes qui dénoncent les problèmes environnementaux qu'elle implique (utilisation de beaucoup d'eau et de cyanure).

Le financement du PERM fait en outre appel à des fonds « non traditionnels » apportés par une société Juniper Capital Partner) domiciliée dans un paradis fiscal (les Îles Vierges Britanniques).<sup>xvii</sup>



Enfin la stratégie des antimines vise à mettre sur le devant de la scène l'économie qui s'est développée autour des vestiges de Salau. Après la fermeture de la mine en 1986, il ne restait que quelques dizaines d'habitants à Couflens. Depuis, des personnes y vivent et y travaillent, le tourisme (vert notamment) et des petits commerces s'y sont développés. En été, la population est multipliée par cinq. L'activité minière est incompatible avec celles-ci, et signifierait leur destruction totale.<sup>xviii</sup>

Fin 2017, le maire de Couflens a ressorti un vieil arrêté municipal interdisant la circulation de tout véhicule sur la route d'accès à la mine pour des raisons de sécurité. Difficile de ne pas lire ici la stratégie municipale, de mèche avec les antimines, lorsque l'on prend conscience que cette route en question est la seule voie d'accès terrestre à la mine. La préfecture de l'Ariège a lancé un recours pour annuler l'arrêté, mais celui-ci a été rejeté par le tribunal administratif de Toulouse, considérant que la légalité de cet arrêté ne peut être mise en doute puisque la sécurité publique est toujours en jeu. De ce fait, la circulation de tout véhicule est interdite sur la route d'accès à la mine, ce qui pourrait bien compromettre les recherches. Un hélicoptère a alors été déployé par l'entreprise en question, mais il est apparu que celui-ci aurait enfreint les règles de survol d'une zone protégée, ce que le maire de Couflens s'est empressé de dénoncer auprès des autorités. L'entreprise est donc susceptible de poursuites judiciaires, comme l'explique le communiqué de presse de la préfecture de l'Ariège en février 2018...<sup>xix</sup> En mai 2018, des actes de délinquance sont perpétrés avec l'incendie de plusieurs bâtiments sur le site minier.<sup>xx</sup> Début mars 2018, la préfecture avait en effet annoncé officiellement qu'il n'y avait pas de trace d'amiante dans l'air et dans les poussières à l'intérieur de la mine, après les résultats de la visite de sécurité effectuée le 22 février dernier.<sup>xxi</sup>

## 5. Une situation bloquée

Le 3 octobre 2018 dernier, le tribunal administratif de Toulouse a suspendu l'autorisation préfectorale accordée à la société Variscan Mines de mettre en sécurité le site. Un recours avait en effet été déposé par les opposants au projet de réouverture. Dans ce long feuilleton, cette décision constitue une petite victoire pour les antimines.

Le rapport de force entre opposants et partisans de la réouverture de la mine de Salau semble donc aujourd'hui au point mort. Deux grandes visions se heurtent : une vision stratégique et une vision plus écologique. Si le projet d'exploitation ne risque pas d'être abandonné, la mine n'est toutefois pas prête d'être de nouveau exploitée.

A l'heure où l'Asie affirme toujours plus son poids dans l'industrie d'extraction de gisement de métaux critiques, avec notamment la découverte récente de gigantesques gisements miniers en Corée du Nord, la question de la souveraineté européenne et française se pose très légitimement.

Au-delà des polémiques locales virulentes, l'Etat devra un jour ou l'autre prendre en considération l'ensemble des enjeux stratégiques de l'affaire et trancher. Car un nouveau « Notre-Dame-des-Landes » n'est aujourd'hui plus possible si l'Etat souhaite assurer la pérennité de sa souveraineté.

Mayeul Jarriand

## 6. Bibliographie

	Sources	Liens (information consultable sur :)	Nature
1.	Université populaire de Toulouse	<a href="http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article641">http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article641</a>	Source secondaire
2.	La Dépêche	<a href="https://www.ladepeche.fr/article/2014/09/25/1958973-petrole-gaz-mineraux-notre-sous-sol-est-une-vraie-mine.html">https://www.ladepeche.fr/article/2014/09/25/1958973-petrole-gaz-mineraux-notre-sous-sol-est-une-vraie-mine.html</a>	Source secondaire
		<a href="https://www.ladepeche.fr/article/2018/03/08/2755608-amiante-mine-salau.html">https://www.ladepeche.fr/article/2018/03/08/2755608-amiante-mine-salau.html</a>	Source secondaire
		<a href="https://www.ladepeche.fr/article/2018/04/26/2787476-incendie-detruit-batiment-technique-mine-salau-ariège.html">https://www.ladepeche.fr/article/2018/04/26/2787476-incendie-detruit-batiment-technique-mine-salau-ariège.html</a>	Source secondaire
3.	Préfecture de l'Ariège	<a href="https://drive.google.com/file/d/10efTYUPXkg6VPc3PbaxnguLVph1CzPf/view">https://drive.google.com/file/d/10efTYUPXkg6VPc3PbaxnguLVph1CzPf/view</a>	Source primaire
4.	Le JDD	<a href="https://www.lejdd.fr/societe/dans-les-pyreennes-la-mine-de-la-discorde-3338108">https://www.lejdd.fr/societe/dans-les-pyreennes-la-mine-de-la-discorde-3338108</a>	Source primaire (recueil de témoignages) et secondaire (recueil de faits)
5.	Les Echos	<a href="https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaîne-les-passions-1713955.php">https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaîne-les-passions-1713955.php</a>	Source secondaire
6.	Les Echos Investir	<a href="https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaîne-les-passions-1713955.php">https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaîne-les-passions-1713955.php</a>	Source secondaire
7.	Stop Mine Salau	<a href="https://www.stopminesalau.com/">https://www.stopminesalau.com/</a>	Source primaire
8.	Perminesalau	<a href="https://perminesalau.jimdo.com">https://perminesalau.jimdo.com</a>	Source primaire
9.	Le Figaro	<a href="http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/06/13/97002-20180613FILWWW00142-variscan-abandonne-ses-projets-miniers-en-bretagne.php">http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/06/13/97002-20180613FILWWW00142-variscan-abandonne-ses-projets-miniers-en-bretagne.php</a>	Source secondaire
		<a href="http://www.lefigaro.fr/societes/2013/10/01/20005-20131001ARTFIG00366-la-france-relance-l-exploration-de-ses-mines-une-premiere-depuis-30-ans.php">http://www.lefigaro.fr/societes/2013/10/01/20005-20131001ARTFIG00366-la-france-relance-l-exploration-de-ses-mines-une-premiere-depuis-30-ans.php</a>	Source secondaire
10.	L'Usine Nouvelle	<a href="https://www.usinenouvelle.com/article/comment-apollo-compte-rouvrir-salau.N704934">https://www.usinenouvelle.com/article/comment-apollo-compte-rouvrir-salau.N704934</a>	Source secondaire
11.	BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières)	<a href="http://www.brgm.fr/evenement/france-guerre-metaux-strategiques">http://www.brgm.fr/evenement/france-guerre-metaux-strategiques</a>	Source primaire
12.	Blogrecherche	<a href="https://blogrecherche.wp.imt.fr/2018/09/04/mines-france-controverse/">https://blogrecherche.wp.imt.fr/2018/09/04/mines-france-controverse/</a>	Source secondaire voire tertiaire

13.	Monmaire.fr	<a href="http://www.mon-maire.fr/maire-de-couflens-09">http://www.mon-maire.fr/maire-de-couflens-09</a>	Source secondaire (reprise des données du site datagouv.fr)
14.	Societe.com	<a href="https://www.societe.com/societe/variscan-mines-528859846.html">https://www.societe.com/societe/variscan-mines-528859846.html</a>	Source secondaire (reprise des données d'Infogreffe)
15.	Ldh/EHESS/Cassini & Insee	<a href="https://fr.wikipedia.org/wiki/Couflens#D%C3%A9mographie">https://fr.wikipedia.org/wiki/Couflens#D%C3%A9mographie</a>	Source primaire
16.	Googlemap	<a href="https://www.google.fr/maps/place/Salau,+09140+Couflens/@43.1936821,-0.1952575,7.81z/data=!4m5!3m4!1s0x12a8b314153b1995:0xa06f69eba1eaa80!8m2!3d42.756425!4d1.188444">https://www.google.fr/maps/place/Salau,+09140+Couflens/@43.1936821,-0.1952575,7.81z/data=!4m5!3m4!1s0x12a8b314153b1995:0xa06f69eba1eaa80!8m2!3d42.756425!4d1.188444</a>	Source primaire
17.	Infoterre.fr (BRGM)	<a href="http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61341-FR.pdf">http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61341-FR.pdf</a>	Source primaire
		<a href="http://infoterre.brgm.fr/">http://infoterre.brgm.fr/</a>	Source primaire
		<a href="http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61745-FR.pdf">http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61745-FR.pdf</a>	
		<a href="http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais">http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais</a>	Source primaire
18.	Persee.fr	<a href="https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1956_num_65_351_14167">https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1956_num_65_351_14167</a>	Source primaire
19.	Mineralinfo.fr	<a href="http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais">http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais</a>	Source primaire

<sup>i</sup> Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/societes/2013/10/01/20005-20131001ARTFIG00366-la-france-relance-l-exploration-de-ses-mines-une-premiere-depuis-30-ans.php>

<sup>ii</sup> Mineralinfo, <http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais>

<sup>iii</sup> Infoterre, <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61745-FR.pdf>

<sup>iv</sup> Infoterre, <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61341-FR.pdf>

<sup>v</sup> Infoterre, [https://www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_1956\\_num\\_65\\_351\\_14167](https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1956_num_65_351_14167)

<sup>vi</sup> Infoterre, <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-61341-FR.pdf>

<sup>vii</sup> Les Echos Investir, <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaine-les-passions-1713955.php>

<sup>viii</sup> Infoterre, <http://infoterre.brgm.fr/>, <http://www.mineralinfo.fr/page/potentiel-minier-francais>

<sup>ix</sup> Ldh/EHESS/Cassini jusqu'en 1999<sup>g</sup> puis Insee à partir de 2006, consultables sur <https://fr.wikipedia.org/wiki/Couflens#D%C3%A9mographie>

<sup>x</sup> Monmaire.fr, <http://www.mon-maire.fr/maire-de-couflens-09>

<sup>xi</sup> Blogrecherche, <https://blogrecherche.wp.imt.fr/2018/09/04/mines-france-controverse/>

<sup>xii</sup> BRGM, <http://www.brgm.fr/evenement/france-guerre-metaux-strategiques>

<sup>xiii</sup> L'usine nouvelle, <https://www.usinenouvelle.com/article/comment-apollo-compte-rouvrir-salau.N704934>

<sup>xiv</sup> Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/06/13/97002-20180613FILWWW00142-variscan-abandonne-ses-projets-miniers-en-bretagne.php>

<sup>xv</sup> Perminesalau, <https://perminesalau.jimdo.com>

<sup>xvi</sup> Stopminesalau, <https://www.stopminesalau.com/>

<sup>xvii</sup> Les Echos Investir, <https://investir.lesechos.fr/actions/actualites/france-la-reouverture-d-une-mine-de-tungstene-dechaine-les-passions-1713955.php>

<sup>xviii</sup> Le JDD, <https://www.lejdd.fr/societe/dans-les-pyrenees-la-mine-de-la-discorde-3338108>

<sup>xix</sup> Communiqué de presse de la préfecture de l'Ariège, <https://drive.google.com/file/d/10efTYUPXkg6VPc3PbaxnguLTVph1CzPf/view>

<sup>xx</sup> La Dépêche, <https://www.ladepeche.fr/article/2018/04/26/2787476-incendie-detruit-batiment-technique-mine-salau-ariège.html>

<sup>xxi</sup> La Dépêche, <https://www.ladepeche.fr/article/2018/03/08/2755608-amiante-mine-salau.html>